

Le fonctionnement du modèle HERMES

Description à l'aide de variantes

Septembre 2018

Delphine Bassilière, Ludovic Dobbelaere, Filip Vanhorebeek
db@plan.be, ldo@plan.be, fvh@plan.be

Le Bureau fédéral du Plan

Le Bureau fédéral du Plan (BFP) est un organisme d'intérêt public chargé de réaliser, dans une optique d'aide à la décision, des études et des prévisions sur des questions de politique économique, socioéconomique et environnementale. Il examine en outre leur intégration dans une perspective de développement durable. Son expertise scientifique est mise à la disposition du gouvernement, du Parlement, des interlocuteurs sociaux ainsi que des institutions nationales et internationales.

Il suit une approche caractérisée par l'indépendance, la transparence et le souci de l'intérêt général. Il fonde ses travaux sur des données de qualité, des méthodes scientifiques et la validation empirique des analyses. Enfin, il assure aux résultats de ses travaux une large diffusion et contribue ainsi au débat démocratique.

Le Bureau fédéral du Plan est certifié EMAS et Entreprise Écodynamique (trois étoiles) pour sa gestion environnementale.

url : <http://www.plan.be>

e-mail : contact@plan.be

Reproduction autorisée, sauf à des fins commerciales, moyennant mention de la source.

Éditeur responsable : Philippe Donnay

Dépôt légal : D/2018/7433/26

Bureau fédéral du Plan

Avenue des Arts 47-49, 1000 Bruxelles

tél. : +32-2-5077311

fax : +32-2-5077373

e-mail : contact@plan.be

<http://www.plan.be>

Le fonctionnement du modèle HERMES

Description à l'aide de variantes

Septembre 2018

Delphine Bassilière, Ludovic Dobbelaere, Filip Vanhorebeek
db@plan.be, ldo@plan.be, fvh@plan.be

Abstract - Le présent working paper illustre le fonctionnement du modèle HERMES à l'aide de huit mesures de politique économique testées en variantes. Ces mesures sont simulées par rapport à un scénario de référence qui est celui des « Perspectives économiques 2018-2023 » de juin 2018. Elles consistent en des augmentations de dépenses publiques ou des diminutions de recettes publiques sur une période de cinq ans.

Jel Classification - C5, E17

Keywords - HERMES, moyen terme, analyse en variantes

Table des matières

1. Introduction et hypothèses	1
2. Caractéristiques du modèle HERMES et implications pour les variantes	3
3. Modalités et résultats	5
3.1. Une hausse de la consommation publique (achats nets de biens et services)	5
3.2. Une hausse des investissements publics	8
3.3. Une baisse de la TVA sur la consommation des particuliers	10
3.4. Une baisse générale des cotisations sociales patronales	13
3.5. Une baisse des cotisations sociales patronales ciblée sur les bas salaires	16
3.6. Une baisse des cotisations sociales personnelles	19
3.7. Une hausse des prestations sociales	21
3.8. Une baisse de l'impôt des personnes physiques	24

Liste des tableaux

Tableau 1	Hausse de la consommation publique (achats nets de biens et services) - Principaux résultats macroéconomiques et sectoriels	6
Tableau 2	Hausse de la consommation publique (achats nets de biens et services) - Impact sur les finances publiques	7
Tableau 3	Hausse des investissements publics - Principaux résultats macroéconomiques et sectoriels.....	9
Tableau 4	Hausse des investissements publics - Impact sur les finances publiques.....	10
Tableau 5	Baisse de la TVA sur la consommation des particuliers - Principaux résultats macroéconomiques et sectoriels	11
Tableau 6	Baisse de la TVA sur la consommation des particuliers - Impact sur les finances publiques.....	12
Tableau 7	Baisse générale des cotisations sociales patronales - Principaux résultats macroéconomiques et sectoriels	14
Tableau 8	Baisse générale des cotisations sociales patronales - Impact sur les finances publiques	15
Tableau 9	Baisse des cotisations sociales patronales ciblée sur les bas salaires - Principaux résultats macroéconomiques et sectoriels	17
Tableau 10	Baisse des cotisations sociales patronales ciblée sur les bas salaires - Impact sur les finances publiques	18
Tableau 11	Baisse des cotisations sociales personnelles - Principaux résultats macroéconomiques et sectoriels.....	20
Tableau 12	Baisse des cotisations sociales personnelles - Impact sur les finances publiques	21
Tableau 13	Hausse des prestations sociales - Principaux résultats macroéconomiques et sectoriels	22
Tableau 14	Hausse des prestations sociales - Impact sur les finances publiques	23
Tableau 15	Baisse de l'impôt des personnes physiques - Principaux résultats macroéconomiques et sectoriels.....	24
Tableau 16	Baisse de l'impôt des personnes physiques - Impact sur les finances publiques.....	26

1. Introduction et hypothèses

Le présent working paper illustre le fonctionnement du modèle HERMES à l'aide de huit mesures de politique économique testées en variantes. Le modèle a été élaboré par le Bureau fédéral du Plan (BFP) pour réaliser des projections et analyses à moyen terme pour l'économie belge. Le modèle est également utilisé pour calculer l'impact de mesures de politique économique¹. Les principales caractéristiques de HERMES sont résumées dans le chapitre 2. Une description plus détaillée du modèle est reprise dans un working paper de 2013². Le modèle est régulièrement réestimé afin de tenir compte de nouvelles informations (notamment des mises à jour des comptes nationaux ou des tableaux input-output)³.

Comme de coutume, les variantes sont simulées par rapport à un scénario de référence. Les mesures testées en variantes consistent en des augmentations de dépenses publiques ou des diminutions de recettes publiques sur une période de cinq ans. Afin de faciliter la comparaison des résultats, le choc ex ante s'élève chaque année, dans toutes les variantes, à 0,5 % du PIB nominal de la simulation de base. Pour le scénario de référence retenu ici, à savoir les Perspectives économiques 2018-2023 publiées en juin 2018, cela revient à environ 2,3 milliards d'euros à court terme (avec 2019 comme année t) et à 2,6 milliards d'euros à moyen terme (avec 2023 comme année t+4). Les variantes suivantes sont analysées :

1. Une hausse de la consommation publique (achats nets de biens et services)
2. Une hausse des investissements publics
3. Une baisse de la TVA sur la consommation des particuliers
4. Une baisse générale des cotisations sociales patronales
5. Une baisse des cotisations sociales patronales ciblée sur les bas salaires
6. Une baisse des cotisations sociales personnelles
7. Une hausse des prestations sociales
8. Une baisse de l'impôt des personnes physiques

Les mesures sont financées par accroissement de la dette publique. Aucun financement alternatif (via des économies ou des augmentations de charges) n'est prévu. En soi, cette hypothèse n'est guère plausible à la lumière des règles européennes sur la discipline budgétaire, mais elle permet d'estimer les effets de retour budgétaires pour l'État. Compte tenu de l'impact favorable des mesures sur l'activité économique et sur l'emploi, le coût budgétaire pour l'État sera en effet moins élevé ex post qu'ex ante.

¹ Voir notamment « Réductions des cotisations sociales et modalités de financement alternatif », rapport rédigé en collaboration avec la Banque nationale de Belgique (avril 2011), « Évaluation des effets des principales mesures gouvernementales sur la croissance économique et l'emploi. Une analyse réalisée à l'aide du modèle HERMES », BFP, note (janvier 2015), « Effets macro-économiques et budgétaires des mesures de tax shift du gouvernement fédéral », BFP, rapport (novembre 2015) et « L'impact économique d'une hausse de la TVA sur les produits alimentaires et les boissons non alcoolisées », BFP, rapport (septembre 2016).

² Voir « A new version of the HERMES model : HERMES III », Bureau fédéral du Plan, Working Paper 13-13 (novembre 2013).

³ Même si elles ne varient pas fondamentalement d'une année à l'autre, les estimations de paramètres présentées dans le Working Paper 13-13 sont le reflet de la version du modèle arrêtée au moment de rédiger ce Working Paper et lui sont propres.

Nous supposons que les mesures n'ont aucun impact sur les taux d'intérêt nominaux. En cas de financement par l'endettement, le niveau des taux d'intérêt du scénario de référence revêt bien sûr une grande importance pour l'ampleur des charges d'intérêts supplémentaires. Dans le scénario de référence pris en compte dans le présent working paper, on part du principe qu'il y a une hausse progressive des taux d'intérêt, ce qui atténue quelque peu les effets de retour budgétaires des mesures à moyen terme.

Dans le modèle HERMES, le marché du travail est modélisé par branche d'activité et par type de salarié (bas salaires et hauts salaires, salariés jeunes et âgés). Pour les besoins de l'analyse en variantes, on peut opter, en ce qui concerne la formation des salaires, pour des salaires « endogènes » ou pour des salaires « exogènes ». Dans le premier cas, on suit une logique de libre négociation des salaires et les mesures simulées ont un impact sur les salaires bruts horaires avant indexation. Le coût du travail et, par conséquent, les salaires bruts dépendent en effet d'un certain nombre de déterminants macroéconomiques (productivité, taux de chômage et (para)fiscalité), lesquels peuvent être influencés par les mesures testées en variantes. Dans le deuxième cas, on maintient l'évolution des salaires bruts horaires avant indexation du scénario de référence et les mesures supplémentaires n'ont aucun impact sur ces salaires. Comme le scénario de référence se caractérise déjà par des pénuries de main-d'œuvre dans certains segments du marché du travail (avec une baisse continue du taux de chômage global durant la période de projection), il semble peu réaliste de supposer que des mesures expansives n'ont aucun impact sur la formation des salaires. C'est pourquoi il a été décidé, dans ce working paper, d'opter pour l'approche des salaires endogènes⁴. Notons toutefois que les coefficients des équations de salaires, estimés de manière économétrique, sont inévitablement influencés par le cadre légal des salaires belges (loi relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité) et les mesures prises par le passé pour limiter le coût du travail.

⁴ De plus, l'évolution des salaires belges dans le scénario de référence est déterminée à partir de 2019 par les équations de salaires du modèle. Ceci résulte de l'absence de projections relatives aux salaires perçus dans le secteur privé des trois pays mentionnés dans la loi relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité (Allemagne, France et Pays-Bas). Il paraît donc logique d'également solliciter ces équations pour l'analyse en variante.

2. Caractéristiques du modèle HERMES et implications pour les variantes

HERMES est un modèle macroéconométrique de l'économie belge. Il a été conçu afin de réaliser des perspectives et analyses à moyen terme. Sur cette base ont été opérés un certain nombre de choix qu'il convient de garder à l'esprit pour interpréter correctement les résultats exposés dans le présent working paper.

Le modèle distingue les trois optiques de calcul du PIB (production, dépenses et revenus) ainsi que les différents types d'agents économiques (ménages, institutions sans but lucratif, entreprises, administrations publiques et reste du monde). Outre des équations estimées économétriquement – lesquelles reflètent le comportement des agents économiques et prennent le plus souvent la forme d'équations à correction d'erreur⁵ –, le modèle comprend également un très grand nombre d'identités et d'équations techniques afin d'assurer la cohérence de l'ensemble des résultats du modèle et de fournir les détails nécessaires.

HERMES se caractérise par un degré élevé de désagrégation. La production totale est fournie par quinze branches d'activité, alors que la consommation des particuliers est scindée en seize grandes catégories de biens et services, dont certaines sont encore subdivisées afin, par exemple, de pouvoir calculer correctement certains droits d'accise spécifiques. La cohérence entre la demande et la production est assurée en recourant aux tableaux input-output. Malgré ce niveau de détail, le modèle seul ne permet pas de répondre à certaines questions très spécifiques. Ainsi, HERMES ne distingue pas différents types de ménages (en fonction de leur niveau de revenu par exemple). Il n'est donc pas possible de chiffrer les effets redistributifs d'une mesure. De plus, le modèle ne permet pas de se faire une idée de l'impact d'adaptations importantes des droits d'accise ou des taux de TVA sur les achats transfrontaliers. En outre, la simulation d'une baisse de l'impôt des sociétés ne tient pas compte de la modification de l'attractivité relative de la Belgique pour les investisseurs.

La nature du modèle implique que l'activité économique est principalement déterminée par la demande et que la production s'y adapte. Le progrès technologique est supposé exogène. De ce fait, les mesures prises par les pouvoirs publics n'ont aucune influence sur la productivité totale des facteurs. De tels effets d'offre pourraient toutefois apparaître à court terme et ils sont d'autant plus importants que l'horizon considéré s'allonge.

Dans HERMES, l'offre de travail est exogène ; par conséquent, elle ne réagit, notamment, pas aux mesures d'activation⁶. On suppose également que tout accroissement de la demande de travail peut être satisfait par l'offre existante⁷, même s'il peut en résulter une pression à la hausse sur les salaires.

⁵ Ainsi, une équation de long terme – qui est dérivée de la théorie économique – est combinée avec une spécification de court terme, dont l'inspiration est davantage empirique. De cette manière, le modèle garantit qu'à plus long terme, les résultats soient en ligne avec la théorie, tout en autorisant, à court terme, des écarts par rapport à cet équilibre de long terme. Le mécanisme de correction d'erreur permet de corriger, partiellement l'année suivante, les différences (entre le niveau effectif et le niveau d'équilibre de long terme de la variable à expliquer) apparues une certaine année.

⁶ Le BFP élabore actuellement un modèle de microsimulation pour quantifier l'impact de certaines mesures sur l'offre de travail. La prise en compte des résultats de ce nouveau modèle permettrait d'adapter l'offre de travail exogène de HERMES.

⁷ Toute augmentation de l'emploi se traduit donc par une baisse équivalente du nombre de chômeurs.

Vu la grande linéarité des réactions dans HERMES, les résultats des variantes se modifieront de manière largement proportionnelle si une mesure se chiffre à un montant supérieur ou inférieur à 0,5 % du PIB. Les résultats de simulation sont également valables dans le cas contraire (hausse des prélèvements publics ou baisse des dépenses publiques), mais alors évidemment avec un signe inverse. Le lecteur peut ainsi se faire une idée de l'ordre de grandeur du résultat du modèle en cas de combinaison de plusieurs mesures : par exemple, une baisse des cotisations sociales accompagnée (et donc financée) par une hausse d'autres charges.

Malgré les limites mentionnées ci-dessus, HERMES demeure l'instrument central du BFP pour l'élaboration de projections macroéconomiques et la réalisation d'analyses de politique économique à court et moyen terme. Dans ce type de modèles, les relations économiques peuvent en effet être intégrées de manière très détaillée et cohérente. Une autre approche utilisée en macroéconomie aujourd'hui est celle des modèles DSGE⁸. Vu leur complexité, ces modèles ne peuvent toutefois fournir le même niveau de détail⁹.

⁸ DSGE est l'abréviation de Dynamic Stochastic General Equilibrium. Dans ce type de modèles, les relations comportementales sont déduites de comportements d'optimisation et d'anticipation des agents. Cela signifie, par exemple, qu'une partie des consommateurs optimisent leur consommation sur leur durée de vie, tandis que, dans les modèles macroéconométriques comme HERMES, la consommation dépend du revenu disponible, des revenus de la propriété et du taux de chômage.

⁹ Ces modèles adoptent une approche davantage structurelle de l'économie, dans laquelle, par exemple, les effets de mesures sur la productivité ou sur la soutenabilité à long terme des finances publiques sont inclus dans l'analyse. De ce fait, l'approche est nécessairement plus stylisée, moins centrée sur les effets de court terme et moins appropriée pour réaliser des projections macroéconomiques. Le BFP a intégré ce type de modèle à son ensemble d'instruments de simulation des réformes structurelles en recevant la version belge du modèle QUEST III.

3. Modalités et résultats

Ce chapitre présente les modalités et les principaux résultats des variantes. Pour chaque mesure simulée, les résultats sont présentés dans deux tableaux. Le premier montre l'impact sur le PIB et ses composantes en volume, sur les déflateurs, sur l'emploi et sur le solde des opérations courantes avec le reste du monde. Quant au deuxième tableau, il résume l'impact sur le compte de l'ensemble des administrations publiques. Les effets des mesures sont exprimés en écarts (en pour cent, en point de pourcentage¹⁰ ou en termes absolus) par rapport à la simulation de base pour les années t, t+2 et t+4.

3.1. Une hausse de la consommation publique (achats nets de biens et services)

a. Modalités

La consommation publique comprend principalement les prestations sociales en nature, les salaires de la fonction publique, les amortissements et les achats nets de biens et services. Au cours des années t à t+4, cette dernière catégorie est augmentée d'un montant correspondant ex ante à 0,5 % du PIB nominal de la simulation de base¹¹.

b. Effets macroéconomiques

Étant donné que la consommation publique constitue une composante du PIB (selon l'optique dépenses), la mesure a un impact direct sur le PIB. Au cours des années t et t+4, le PIB en volume dépasse de respectivement 0,35 % et 0,32 % son niveau de la simulation de base, ce qui signifie que le multiplicateur budgétaire¹² est inférieur à 1 et diminue progressivement (de 0,70 la première année à 0,64 à moyen terme). L'augmentation de la demande intérieure entraîne en effet dans son sillage une hausse des importations, ce qui limite l'impact positif sur le PIB. Un peu plus de 3 000 emplois sont créés la première année. Ce nombre s'élève ensuite à plus de 4000, mais se limite de nouveau à un peu moins de 4 000 emplois à moyen terme suite à la pression à la hausse sur les salaires (qui sont déterminés de manière endogène, voir chapitre 1). L'accroissement de la demande intérieure ne s'explique pas uniquement par les dépenses publiques. La création d'emplois augmente le revenu disponible des particuliers, ce qui a un impact positif sur la consommation des particuliers et – plus progressivement – sur les investissements en logements. De plus, la hausse de la production dans le secteur marchand stimule les investissements des entreprises.

¹⁰ Certaines variables présentées dans les tableaux sont exprimées en pour cent du PIB. Pour ces dernières, la différence par rapport à la simulation de base est exprimée en point de pourcentage du PIB. Cette différence peut provenir de la modification de la variable en tant que telle (le numérateur) mais également de la modification du PIB (le dénominateur).

¹¹ Les achats de biens et services sont augmentés tandis que les ventes restent inchangées.

¹² Le multiplicateur budgétaire mesure l'impact sur l'activité économique d'une modification des dépenses ou recettes publiques. Concrètement, l'augmentation ex post du PIB en volume est comparée à l'impact ex ante sur le solde public (0,5 % du PIB).

La mesure exerce, via les salaires, une légère pression à la hausse sur les prix. L'impact sur la compétitivité des produits belges à l'étranger est toutefois limité, et les exportations n'en sont donc guère affectées. Néanmoins, le solde des opérations courantes avec le reste du monde se dégrade en raison de la hausse des importations.

Au niveau des branches d'activité, la mesure est surtout bénéfique pour la valeur ajoutée et l'emploi des services marchands (qui fournissent la plus grande partie des achats de biens et services de l'État) et la construction. L'impact positif est moins prononcé pour l'industrie manufacturière dont les performances dépendent davantage des exportations.

Tableau 1 Hausse de la consommation publique (achats nets de biens et services) - Principaux résultats macroéconomiques et sectoriels
Différences en % par rapport à la simulation de base, sauf mention contraire

	t	t+2	t+4
Dépenses (en volume)			
Consommation des particuliers	0,09	0,14	0,17
Consommation publique	2,16	2,17	2,16
Investissements	0,30	0,41	0,41
. Entreprises	0,43	0,53	0,53
. Administrations publiques	0,00	-0,00	-0,00
. Logements	0,00	0,20	0,22
Exportations	0,00	-0,00	-0,02
Importations	0,30	0,35	0,36
PIB	0,35	0,34	0,32
<i>p.m. Multiplicateur budgétaire (*)</i>	<i>0,70</i>	<i>0,69</i>	<i>0,64</i>
Déflateur de la consommation des particuliers	0,02	0,05	0,12
Déflateur du PIB	0,02	0,07	0,15
Emploi total			
. en milliers	3,45	4,38	3,73
. en %	0,07	0,09	0,08
Productivité horaire (entreprises)	0,26	0,22	0,20
Coût salarial horaire nominal (entreprises)	0,14	0,28	0,40
Coût salarial par unité produite (entreprises)	-0,12	0,07	0,20
Revenu disponible réel des particuliers	0,20	0,21	0,21
Solde des opérations courantes avec le reste du monde (en % du PIB)	-0,26	-0,31	-0,33
Valeur ajoutée brute totale en volume, dont			
- industrie manufacturière	0,30	0,29	0,26
- construction	0,22	0,20	0,15
- services marchands	0,22	0,28	0,27
- services marchands	0,37	0,35	0,32
Emploi total, dont			
- industrie manufacturière	0,07	0,09	0,08
- construction	0,04	0,03	-0,01
- services marchands	0,05	0,06	0,02
- services marchands	0,10	0,13	0,11

(*) Voir note de bas de page 12.

c. Impact sur les finances publiques

La mesure stimule l'activité économique. Il en résulte que les différentes catégories de recettes fiscales et parafiscales affichent un niveau supérieur à celui de la simulation de base. Ainsi, l'accroissement de la consommation des particuliers et des investissements en logements génère davantage d'impôts indirects. Les emplois supplémentaires combinés à la hausse des salaires se traduisent par une hausse des

cotisations de sécurité sociale et des recettes d'impôt des personnes physiques (IPP). Le surcroît de bénéfices des entreprises augmente les recettes d'impôt des sociétés. En outre, l'impact sur les recettes issues des impôts indirects est renforcé par le fait que la TVA payée sur la consommation publique de biens et services n'est pas récupérable ; une partie de ces dépenses est ainsi directement récupérée par l'État. Au total, en t+4, les recettes publiques dépassent de 1,2 milliard d'euros leur niveau de la simulation de base.

Tableau 2 Hausse de la consommation publique (achats nets de biens et services) - Impact sur les finances publiques
Différences en millions d'euros par rapport à la simulation de base, sauf mention contraire

	t	t+2	t+4
1. Recettes	830	1040	1218
A. Recettes fiscales	680	785	876
1. Impôts directs	308	342	365
Ménages	117	217	277
Sociétés	187	121	83
Autres	4	5	6
2. Impôts indirects	357	426	490
3. Impôts en capital	15	17	20
B. Cotisations de sécurité sociale	133	230	306
C. Autres recettes	16	25	37
2. Dépenses	2361	2701	3132
A. Dépenses primaires	2353	2644	2979
1. Dépenses courantes	2349	2633	2955
a) Rémunérations des salariés	12	32	75
b) Consommation intermédiaire et impôts	2331	2481	2637
c) Prestations sociales	-14	86	194
d) Autres	19	33	48
2. Dépenses en capital	5	11	24
a) Formation brute de capital fixe	4	9	20
b) Autres	1	2	5
B. Charges d'intérêts	7	57	153
3. Solde primaire	-1524	-1604	-1761
4. Solde de financement	-1531	-1661	-1914
en % du PIB	-0,32	-0,33	-0,36
<i>p.m. Impact budgétaire ex ante (en millions d'euros)</i>	2328	2473	2617
<i>p.m. Taux d'effet retour (*)</i>	34%	33%	27%

(*) Voir note de bas de page 13.

Les dépenses publiques sont également en hausse par rapport à la simulation de base, et ce à hauteur de 3,1 milliards d'euros en t+4. La majeure partie de cette hausse provient de la consommation intermédiaire (en augmentation de 2,6 milliards d'euros tant ex post qu'ex ante). Les charges d'intérêts sont également en progression, suite à la dégradation du solde primaire. En t+4, le solde de financement se dégrade de 1,9 milliard d'euros par rapport à la simulation de base, ce qui correspond à un taux d'effet retour¹³ de 27 %.

¹³ En raison des effets induits par la mise en œuvre de la mesure (sur l'activité économique, l'emploi et les prix), l'impact négatif du coût de la mesure sur le solde de financement est plus faible ex post qu'ex ante. Le taux d'effet retour se définit comme la différence entre l'impact ex post et l'impact ex ante, exprimée en pour cent du coût ex ante de la mesure.

3.2. Une hausse des investissements publics

a. Modalités

Au cours des années t à $t+4$, les investissements publics sont augmentés d'un montant correspondant ex ante à 0,5 % du PIB nominal de la simulation de base. À cet égard, il convient de remarquer que le modèle HERMES tient uniquement compte des effets de demande et fait abstraction des effets d'offre qui accroissent la productivité du capital et du travail dans le secteur privé¹⁴.

b. Effets macroéconomiques

Tout comme la consommation publique, les investissements publics constituent une composante du PIB (selon l'optique dépenses). La mesure a donc un impact direct sur le PIB. Au cours des années t et $t+4$, le PIB en volume dépasse de respectivement 0,29 % et 0,36 % son niveau de la simulation de base, ce qui signifie que le multiplicateur budgétaire est inférieur à 1, mais augmente légèrement (de 0,58 la première année à 0,72 à moyen terme). En effet, l'augmentation de la demande intérieure accroît également les importations, ce qui limite l'impact positif sur le PIB. Près de 4 000 emplois sont créés la première année et 6 000 emplois à moyen terme. L'augmentation de la demande intérieure ne s'explique pas uniquement par les investissements publics. En effet, la création d'emplois et l'augmentation des salaires accroissent le revenu disponible des particuliers, ce qui a un impact positif sur les dépenses des particuliers (consommation et investissements en logements). De plus, le surcroît d'activité stimule les investissements des entreprises. Enfin, la consommation publique augmente progressivement, étant donné que cette dernière comprend, conformément aux comptes nationaux, les amortissements des investissements publics.

Tout comme dans la variante précédente, il y a une légère pression à la hausse sur les prix, mais les exportations n'en sont guère affectées ; le solde des opérations courantes avec le reste du monde se détériore en raison de la hausse des importations.

Au niveau des branches d'activité, la mesure est surtout bénéfique pour la valeur ajoutée et l'emploi de la construction, qui est le principal producteur des investissements publics. L'impact est comparative-ment beaucoup plus limité pour l'industrie manufacturière et les services marchands.

¹⁴ Cet impact positif sur la fonction de production du secteur privé a déjà été étudié par le BFP à l'aide du modèle QUEST III de la Commission européenne. Voir « Public Investment in Belgium. Current state and Economic Impact », Bureau fédéral du Plan, Working Paper 1-17 (janvier 2017). Il y a encore d'autres différences entre les modalités retenues dans l'étude précitée et celles prises en compte dans la variante présentée et discutée ici, ce qui explique que les résultats de ces deux simulations diffèrent. Ainsi, la simulation QUEST suppose une augmentation permanente des investissements publics (et donc non limitée à cinq ans comme ici), laquelle est compensée budgétairement par une augmentation d'impôt (et donc pas par endettement comme ici). En outre, les taux d'intérêt réagissent au choc dans cette simulation (alors qu'ils restent inchangés ici).

Tableau 3 Hausse des investissements publics - Principaux résultats macroéconomiques et sectoriels
Différences en % par rapport à la simulation de base, sauf mention contraire

	t	t+2	t+4
Dépenses (en volume)			
Consommation des particuliers	0,06	0,10	0,11
Consommation publique	-0,00	0,37	0,67
Investissements	2,38	2,44	2,44
. Entreprises	0,39	0,49	0,53
. Administrations publiques	21,24	20,39	20,11
. Logements	0,00	0,15	0,16
Exportations	0,00	-0,00	-0,01
Importations	0,34	0,42	0,46
PIB	0,29	0,34	0,36
<i>p.m. Multiplicateur budgétaire (*)</i>	<i>0,58</i>	<i>0,68</i>	<i>0,72</i>
Déflateur de la consommation des particuliers	0,01	0,03	0,10
Déflateur du PIB	0,01	0,06	0,15
Emploi total			
. en milliers	3,85	5,92	5,90
. en %	0,08	0,12	0,12
Productivité horaire (entreprises)	0,19	0,18	0,19
Coût salarial horaire nominal (entreprises)	0,09	0,23	0,38
Coût salarial par unité produite (entreprises)	-0,10	0,05	0,19
Revenu disponible réel des particuliers	0,14	0,15	0,15
Solde des opérations courantes avec le reste du monde (en % du PIB)	-0,30	-0,38	-0,43
Valeur ajoutée brute totale en volume, dont	0,26	0,29	0,30
- industrie manufacturière	0,25	0,27	0,24
- construction	1,47	1,47	1,44
- services marchands	0,20	0,24	0,26
Emploi total, dont	0,08	0,12	0,12
- industrie manufacturière	0,06	0,07	0,03
- construction	0,67	0,95	1,01
- services marchands	0,05	0,09	0,09

(*) Voir note de bas de page 12.

c. Impact sur les finances publiques

Le solde de financement de l'ensemble des administrations publiques est bien entendu dégradé suite à la hausse des investissements publics, sans pour autant que cette détérioration ex post (1,8 milliard d'euros en t+4) n'atteigne le montant dépensé ex ante (2,6 milliards d'euros). Les effets retour permettent ainsi de récupérer une partie du coût initial de la mesure dont le taux d'effet retour (y compris les charges d'intérêts croissantes) s'élève à 30 % à moyen terme.

Le surcroît d'activité économique et, dans son sillage, la masse salariale accrue se soldent par une augmentation, par rapport à leur niveau de la simulation de base, des recettes fiscales et parafiscales. Les impôts indirects y contribuent le plus : outre les impôts indirects additionnels provenant du surplus de dépenses des ménages (effet indirect), une partie de la dépense publique supplémentaire est directement récupérée par l'État par le biais de la TVA perçue sur les investissements publics supplémentaires. Au total, les recettes publiques dépassent leur niveau de la simulation de base de près de 1,3 milliard d'euros en t+4.

Tableau 4 Hausse des investissements publics - Impact sur les finances publiques
Différences en millions d'euros par rapport à la simulation de base, sauf mention contraire

	t	t+2	t+4
1. Recettes	818	1039	1258
A. Recettes fiscales	696	796	900
1. Impôts directs	196	205	211
Ménages	89	189	266
Sociétés	103	12	-61
Autres	3	5	6
2. Impôts indirects	489	575	667
3. Impôts en capital	12	16	22
B. Cotisations de sécurité sociale	110	220	321
C. Autres recettes	12	23	38
2. Dépenses	2328	2649	3086
A. Dépenses primaires	2319	2589	2936
1. Dépenses courantes	-14	100	281
a) Rémunérations des salariés	3	21	62
b) Consommation intermédiaire et impôts	1	7	20
c) Prestations sociales	-35	36	144
d) Autres	16	36	55
2. Dépenses en capital	2334	2489	2655
a) Formation brute de capital fixe	2333	2488	2651
b) Autres	0	1	4
B. Charges d'intérêts	9	60	150
3. Solde primaire	-1501	-1550	-1678
4. Solde de financement	-1510	-1610	-1828
en % du PIB	-0,32	-0,32	-0,34
<i>p.m. Impact budgétaire ex ante (en millions d'euros)</i>	2328	2473	2617
<i>p.m. Taux d'effet retour (*)</i>	35%	35%	30%

(*) Voir note de bas de page 13.

Le total des dépenses publiques, pour sa part, affiche un niveau supérieur de 3,1 milliards d'euros à celui de la simulation de base. Le surcroît de dépenses provient essentiellement de l'augmentation des dépenses de formation brute de capital fixe de 2,6 milliards d'euros (tant ex ante qu'ex post). Les charges d'intérêts sont également en progression, suite à la dégradation du solde primaire.

3.3. Une baisse de la TVA sur la consommation des particuliers

a. Modalités

Dans le modèle HERMES, la consommation des particuliers est scindée en une vingtaine de catégories de biens et de services. Dans la présente variante, les taux de TVA implicites¹⁵ de ces catégories sont diminués de manière proportionnelle¹⁶, de sorte que la perte ex ante de recettes de TVA pour l'État corresponde à 0,5 % du PIB nominal de la simulation de base.

b. Effets macroéconomiques

Une baisse de la TVA sur la consommation des particuliers a un impact direct sur le niveau des prix à la consommation. Ce niveau des prix est inférieur de 1,09 % à court terme et de 1,16 % à moyen terme à

¹⁵ Ces taux de TVA implicites (ou moyens) peuvent s'écarter des taux officiels parce que, au sein d'une même catégorie de consommation, plusieurs taux de TVA peuvent être d'application (dans le cas de la catégorie « alimentation », par exemple).

¹⁶ Les taux de TVA implicites sont donc diminués du même pourcentage, à savoir, dans la présente variante, de près de 12 %, mais pas du même nombre de points de pourcentage. Pour une catégorie de consommation ayant un taux de TVA implicite de 21 % par exemple, cela correspond à un passage à un taux implicite de 18,6 %.

celui de la simulation de base, ce qui soutient le pouvoir d'achat des particuliers¹⁷. En t+4, la consommation des particuliers et les investissements en logements dépassent de, respectivement, 0,54 % et 0,60 % leur niveau de la simulation de base. La mesure est également bénéfique pour la compétitivité des produits belges à l'étranger grâce à une baisse du coût salarial par unité produite, avec pour effet une légère hausse des exportations. Le surcroît d'activité économique stimule également les investissements des entreprises. Au cours des années t et t+4, le PIB en volume dépasse de, respectivement, 0,12 % et 0,17 % son niveau de la simulation de base. Comme les importations augmentent davantage que les exportations, le solde des opérations courantes avec le reste du monde se dégrade.

Le revenu disponible des particuliers est également soutenu par l'impact positif de la mesure sur l'emploi. Un peu plus de 11 000 emplois sont créés la première année et près de 16 000 à moyen terme. La diminution, par rapport à la simulation de base, du coût salarial horaire nominal (laquelle provient de la moindre indexation) conduit à une plus grande intensité en main-d'œuvre de l'activité économique, ce qui implique une baisse de la productivité par heure travaillée.

Tableau 5 Baisse de la TVA sur la consommation des particuliers - Principaux résultats macroéconomiques et sectoriels
Différences en % par rapport à la simulation de base, sauf mention contraire

	t	t+2	t+4
Dépenses (en volume)			
Consommation des particuliers	0,27	0,43	0,54
Consommation publique	0,01	0,04	0,07
Investissements	0,11	0,26	0,31
. Entreprises	0,17	0,26	0,27
. Administrations publiques	-0,00	0,00	0,00
. Logements	0,00	0,41	0,60
Exportations	0,06	0,05	0,03
Importations	0,11	0,19	0,23
PIB	0,12	0,16	0,17
<i>p.m. Multiplicateur budgétaire (*)</i>	<i>0,24</i>	<i>0,33</i>	<i>0,34</i>
Déflateur de la consommation des particuliers	-1,09	-1,18	-1,16
Déflateur du PIB	-0,88	-0,94	-0,89
Emploi total			
. en milliers	11,43	17,19	15,73
. en %	0,24	0,35	0,32
Productivité horaire (entreprises)	-0,13	-0,22	-0,18
Coût salarial horaire nominal (entreprises)	-1,19	-0,97	-0,70
Coût salarial par unité produite (entreprises)	-1,05	-0,75	-0,52
Revenu disponible réel des particuliers	0,57	0,57	0,61
Solde des opérations courantes avec le reste du monde (en % du PIB)	-0,11	-0,16	-0,21
Valeur ajoutée brute totale en volume, dont			
- industrie manufacturière	0,11	0,15	0,16
- construction	0,20	0,22	0,18
- services marchands	0,09	0,20	0,23
- services marchands	0,12	0,15	0,16
Emploi total, dont			
- industrie manufacturière	0,24	0,35	0,32
- construction	0,27	0,38	0,33
- construction	0,50	0,69	0,59
- services marchands	0,27	0,41	0,38

(*) Voir note de bas de page 12.

¹⁷ La baisse du niveau des prix entraîne une indexation plus limitée des salaires et des prestations sociales. Toutefois, le revenu disponible des particuliers comprend également des composantes (comme les revenus de la propriété par exemple) qui ne relèvent pas de l'indexation automatique. Pour ces composantes, l'effet de pouvoir d'achat joue pleinement.

c. Impact sur les finances publiques

Le recul du niveau général des prix a un impact considérable sur les finances publiques, car il freine l'augmentation en termes nominaux des différentes catégories de recettes et de dépenses.

Du côté des recettes publiques, on observe évidemment une importante diminution des recettes fiscales indirectes par rapport à la simulation de base : en t+4, elle atteint, ex post, 2,7 milliards d'euros contre 2,6 milliards d'euros ex ante¹⁸. Les recettes issues des impôts directs payés par les ménages reculent également, l'effet positif découlant de la hausse des salaires et de l'emploi étant largement compensé par l'effet négatif découlant de la moindre indexation des revenus¹⁹. Le même phénomène explique la contraction du niveau des cotisations de sécurité sociale par rapport à la simulation de base. On note initialement un accroissement des recettes de l'impôt des sociétés, le surcroît d'activité économique et la réduction de la masse salariale à charge des entreprises (moindre indexation des salaires) induisant une hausse des bénéfices des sociétés. Cet effet s'estompe toutefois progressivement, à mesure que la baisse du niveau des prix et les salaires plus élevés réduisent les marges des entreprises. Au total, les recettes publiques enregistrent une baisse, par rapport à la simulation de base, de 3,7 milliards d'euros à moyen terme.

Tableau 6 Baisse de la TVA sur la consommation des particuliers - Impact sur les finances publiques
Différences en millions d'euros par rapport à la simulation de base, sauf mention contraire

	t	t+2	t+4
1. Recettes	-3755	-3638	-3659
A. Recettes fiscales	-2931	-2926	-3016
1. Impôts directs	-481	-295	-300
Ménages	-733	-348	-278
Sociétés	260	61	-13
Autres	-8	-9	-9
2. Impôts indirects	-2420	-2598	-2684
3. Impôts en capital	-30	-33	-32
B. Cotisations de sécurité sociale	-538	-399	-305
C. Autres recettes	-287	-314	-337
2. Dépenses	-2195	-2692	-2709
A. Dépenses primaires	-2203	-2737	-2809
1. Dépenses courantes	-2136	-2673	-2755
a) Rémunérations des salariés	-580	-665	-686
b) Consommation intermédiaire et impôts	-201	-230	-238
c) Prestations sociales	-1194	-1601	-1650
d) Autres	-160	-177	-181
2. Dépenses en capital	-67	-64	-55
a) Formation brute de capital fixe	-27	-18	-9
b) Autres	-40	-46	-45
B. Charges d'intérêts	8	45	101
3. Solde primaire	-1553	-902	-849
4. Solde de financement	-1560	-947	-950
en % du PIB	-0,35	-0,21	-0,20
<i>p.m. Impact budgétaire ex ante (en millions d'euros)</i>	-2328	-2473	-2617
<i>p.m. Taux d'effet retour (*)</i>	33%	62%	64%

(*) Voir note de bas de page 13.

¹⁸ Outre les recettes de TVA, plusieurs autres catégories d'impôts indirects (comme les droits d'enregistrement par exemple) diminuent également suite à la mise en œuvre de cette mesure, et ce parce que l'on suppose qu'elles suivent l'évolution du PIB nominal ou des prix à la consommation. Par conséquent, le total des impôts indirects diminue davantage que les recettes de TVA.

¹⁹ Le mécanisme d'indexation automatique des salaires est pris en compte dans tous les exercices de variante.

Le total des dépenses publiques diminue également très fortement (-2,7 milliards d'euros en t+4). Ce recul résulte de l'effet prix négatif (moindre augmentation des dépenses publiques indexées) et de la baisse du chômage. Seules les charges d'intérêts augmentent par rapport à la simulation de base, et ce suite à la dégradation du solde primaire.

Le solde de financement de l'ensemble des administrations publiques perd, par rapport à la simulation de base, près de 1 milliard d'euros à moyen terme, soit nettement moins que la baisse de recettes de TVA injectée ex ante (2,6 milliards d'euros). L'impact de la baisse de la TVA sur l'activité économique, l'emploi et les prix permettent donc de financer en grande partie (64 % en t+4) le coût de cette mesure.

3.4. Une baisse générale des cotisations sociales patronales

a. Modalités

Dans cette variante, les cotisations sociales patronales du secteur marchand sont diminuées d'un montant ex ante qui correspond à 0,5 % du PIB nominal de la simulation de base. À cet effet, les taux de cotisations implicites des branches d'activité HERMES sont réduits d'environ 8 %²⁰.

b. Effets macroéconomiques

La mesure a un effet favorable sur l'emploi. En l'année t, un peu plus de 13 000 emplois supplémentaires seraient créés. En t+4, le nombre total d'emplois pourrait dépasser de 22 000 unités celui de la simulation de base. Les créations d'emploi sont stimulées de manière directe et indirecte. La diminution du coût du travail influence directement les prix relatifs des facteurs de production, ce qui conduit à un effet de substitution en faveur du facteur travail. Notons toutefois que la baisse des charges accordée aux employeurs est en partie annulée par l'augmentation des salaires bruts qui résulte du mécanisme de négociation salariale présent dans les équations de salaires²¹. En outre, la mesure crée indirectement des emplois grâce au renforcement de l'activité économique. En effet, une hausse de l'emploi accroît le revenu disponible des particuliers et, partant, leurs dépenses.

De plus, la diminution du coût du travail exerce une pression à la baisse sur les prix intérieurs, ce qui améliore la compétitivité des produits belges à l'étranger (via une baisse des prix à l'exportation) et stimule les exportations. Enfin, la mesure accroît la rentabilité des entreprises. Cette évolution, conjuguée à l'augmentation de la demande intérieure et extérieure, stimule les investissements des entreprises.

²⁰ Les taux de cotisations implicites des différentes branches d'activité sont donc diminués de manière proportionnelle (du même pourcentage, mais pas du même nombre de points de pourcentage).

²¹ Les équations de salaires prévoient qu'une partie de la baisse du coût du travail accordée aux employeurs est revendiquée par les employés lors du processus de négociation des salaires, et ce sous la forme de salaires bruts plus élevés. De plus, une augmentation du salaire net sans impact sur le coût du travail (payé par l'employeur) conduit à ce que l'employeur négocie un salaire brut moins élevé. La mesure dans laquelle ces phénomènes se produisent dépend du pouvoir de négociation des employeurs et des employés (qui est estimé de façon économétrique).

Compte tenu de l'augmentation des importations, le PIB en volume dépasse son niveau de la simulation de base de 0,11 % en t et de 0,13 % en t+4. Le solde des opérations courantes avec le reste du monde se détériore quelque peu malgré l'amélioration de la compétitivité-coût²².

À moyen terme, la mesure entraîne une hausse de la valeur ajoutée de l'industrie manufacturière, de la construction et des services marchands de l'ordre de 0,12 % à 0,21 % par rapport à la simulation de base. L'activité économique devient plus intensive en main-d'œuvre à la faveur de la diminution du coût du travail. En effet, l'emploi dans ces trois branches devrait être 0,51 % à 0,98 % plus élevé.

Tableau 7 Baisse générale des cotisations sociales patronales - Principaux résultats macroéconomiques et sectoriels
Différences en % par rapport à la simulation de base, sauf mention contraire

	t	t+2	t+4
Dépenses (en volume)			
Consommation des particuliers	0,15	0,23	0,29
Consommation publique	0,00	0,01	0,02
Investissements	0,11	0,23	0,24
. Entreprises	0,17	0,24	0,25
. Administrations publiques	-0,00	0,01	0,00
. Logements	0,00	0,31	0,36
Exportations	0,07	0,07	0,05
Importations	0,06	0,11	0,13
PIB	0,11	0,14	0,13
<i>p.m. Multiplicateur budgétaire (*)</i>	<i>0,22</i>	<i>0,27</i>	<i>0,26</i>
Déflateur de la consommation des particuliers	-0,17	-0,23	-0,21
Déflateur du PIB	-0,27	-0,30	-0,25
Emploi total			
. en milliers	13,21	21,88	21,92
. en %	0,27	0,45	0,44
Productivité horaire (entreprises)	-0,18	-0,35	-0,35
Coût salarial horaire nominal (entreprises)	-1,40	-1,38	-1,21
Coût salarial par unité produite (entreprises)	-1,22	-1,03	-0,86
Revenu disponible réel des particuliers	0,29	0,32	0,35
Solde des opérations courantes avec le reste du monde (en % du PIB)	-0,08	-0,11	-0,13
Valeur ajoutée brute totale en volume, dont			
- industrie manufacturière	0,11	0,13	0,13
- construction	0,19	0,24	0,21
- services marchands	0,09	0,18	0,19
- services marchands	0,11	0,13	0,12
Emploi total, dont			
- industrie manufacturière	0,27	0,45	0,44
- construction	0,33	0,52	0,51
- construction	0,64	1,02	0,98
- services marchands	0,31	0,51	0,51

(*) Voir note de bas de page 12.

c. Impact sur les finances publiques

Grâce à l'impact positif de la mesure sur l'activité économique et sur l'emploi, la dégradation, par rapport à la simulation de base, du déficit public est moins importante ex post qu'ex ante. Le taux d'effet retour s'élève à 52 % en t+4. Cet effet retour provient en partie des cotisations sociales elles-mêmes (via

²² L'augmentation des importations dépasse celle des exportations en raison d'effets volume et d'effets prix. En effet, les importations augmentent (surtout) suite à la hausse de la demande intérieure. De plus, les prix à l'exportation diminuent (amélioration de la compétitivité), tandis que les prix à l'importation restent pratiquement inchangés par rapport à la simulation de base.

les nouveaux emplois créés) et en partie de la hausse des recettes fiscales et de la baisse des dépenses primaires.

Côté recettes, la baisse des coûts des entreprises leur permet de générer davantage de bénéficiaires soumis à taxation, ce qui augmente les recettes de l'impôt des sociétés. Les impôts directs à charge des ménages sont également supérieurs à leur niveau de la simulation de base. La base imposable nominale des particuliers augmente grâce à la création de nouveaux emplois, même si cette augmentation est quelque peu freinée par une indexation plus faible. Le niveau des recettes venant des impôts indirects ne change guère : l'effet volume positif (augmentation des dépenses des particuliers en volume) et l'effet prix négatif se compensent dans une large mesure. À moyen terme, le total des recettes des administrations publiques est inférieur de 1,8 milliard d'euros à son niveau de la simulation de base.

Tableau 8 Baisse générale des cotisations sociales patronales - Impact sur les finances publiques
Différences en millions d'euros par rapport à la simulation de base, sauf mention contraire

	t	t+2	t+4
1. Recettes	-1947	-1933	-1834
A. Recettes fiscales	324	357	426
1. Impôts directs	365	390	419
Ménages	46	200	278
Sociétés	321	192	143
Autres	-2	-2	-1
2. Impôts indirects	-35	-26	12
3. Impôts en capital	-6	-7	-5
B. Cotisations de sécurité sociale	-2206	-2218	-2259
C. Autres recettes	-65	-72	-1
2. Dépenses	-515	-725	-580
A. Dépenses primaires	-520	-779	-758
1. Dépenses courantes	-483	-744	-730
a) Rémunérations des salariés	-117	-160	-151
b) Consommation intermédiaire et impôts	-32	-45	-42
c) Prestations sociales	-335	-546	-544
d) Autres	2	7	7
2. Dépenses en capital	-38	-35	-28
a) Formation brute de capital fixe	-31	-26	-20
b) Autres	-6	-9	-8
B. Charges d'intérêts	5	53	178
3. Solde primaire	-1426	-1154	-1076
4. Solde de financement	-1432	-1207	-1254
en % du PIB	-0,31	-0,25	-0,24
<i>p.m. Impact budgétaire ex ante (en millions d'euros)</i>	-2328	-2473	-2617
<i>p.m. Taux d'effet retour (*)</i>	38%	51%	52%

(*) Voir note de bas de page 13.

Les principales diminutions de dépenses s'expliquent par la baisse des transferts de sécurité sociale (diminution des allocations de chômage suite à la création de nouveaux emplois et effet prix négatif) et par la diminution des dépenses indexées. La dégradation du solde primaire renforce, par contre, progressivement le niveau des charges d'intérêts. À moyen terme, la contraction du total des dépenses publiques s'élève à 0,6 milliard d'euros.

3.5. Une baisse des cotisations sociales patronales ciblée sur les bas salaires

a. Modalités

Tout comme dans la variante précédente, les cotisations sociales patronales du secteur marchand sont diminuées, à la différence près que la mesure s'applique maintenant uniquement au travail faiblement rémunéré²³. Le montant ex ante de la mesure équivaut à 0,5 % du PIB nominal de la simulation de base. Pour ce faire, les taux de cotisations implicites pour le travail faiblement rémunéré des branches d'activité HERMES sont diminués d'environ 40 %²⁴.

b. Effets macroéconomiques

En cas de baisse des cotisations sociales patronales ciblée sur les bas salaires, les mêmes mécanismes que dans le cas de la baisse générale, commentée à la section 3.4, sont d'application. Dans le cas d'une mesure ciblée, la baisse du coût du travail stimule également l'emploi de manière directe. Toutefois, dans ce cas, on observe non seulement un effet de substitution en faveur du facteur de production travail, mais également, au sein de ce facteur, une substitution en faveur du travail faiblement rémunéré. L'impact sur l'emploi et sur l'activité économique est plus positif qu'en cas de réduction générale des cotisations. À moyen terme, 35 000 emplois sont créés (contre 22 000 dans le cas de la mesure générale), alors que le PIB en volume dépasse de 0,16 % son niveau de la simulation de base. Le solde des opérations courantes avec le reste du monde se détériore quelque peu malgré l'amélioration de la compétitivité-coût²⁵.

Le coût budgétaire ex post par nouvel emploi créé²⁶ s'élève à 37 000 euros dans le cas d'une réduction ciblée, contre 57 000 euros dans le cas de la réduction générale. Cette différence s'explique par les facteurs suivants. Vu que la mesure porte exclusivement sur les bas salaires, à coût budgétaire identique, davantage d'emplois sont créés. De plus, la substitution du travail hautement rémunéré par du travail faiblement rémunéré entraîne une diminution de la rémunération moyenne de l'économie dans son ensemble, ce qui, à son tour, stimule la demande de travail. En conséquence, le taux de chômage recule de manière plus sensible, ce qui amplifie les effets sur la confiance des consommateurs et influence donc positivement la consommation des particuliers, même si la hausse du revenu disponible réel des particuliers est, à moyen terme, plus limitée que dans le cas de la réduction générale des cotisations²⁷.

²³ Dans HERMES, la distinction entre les hauts et les bas salaires a été introduite en 2005. Elle correspond à la limite supérieure de la rémunération brute pour laquelle une ligne d'occupation donnait droit au cours de cette année au supplément bas salaire de la réduction structurelle de cotisations patronales. Au cours de cette année 2005, la limite supérieure du salaire brut s'élevait à environ 5 900 euros pour un équivalent temps plein (ETP) par trimestre. Dans le modèle, ce montant est indexé sur l'évolution du salaire brut moyen par ETP. En 2019, il s'élève ainsi à environ 7 900 euros et, en 2023, à environ 8 700 euros.

²⁴ Les taux de cotisations implicites des différentes branches d'activité sont donc diminués de manière proportionnelle (du même pourcentage, mais pas du même nombre de points de pourcentage).

²⁵ Tout comme dans le cas de la baisse générale des cotisations patronales, l'augmentation des importations dépasse celle des exportations.

²⁶ Défini comme la diminution ex post du solde de financement des administrations publiques divisée par le nombre de nouveaux emplois créés.

²⁷ Dans le cas de la mesure ciblée, la rémunération moyenne de l'économie dans son ensemble diminue mais le revenu disponible global est soutenu par la hausse de l'emploi. Dans le cas de la mesure générale, la création d'emplois est certes plus limitée, mais aucune baisse de la rémunération moyenne n'est constatée (pas de substitution entre les hauts et les bas salaires). De ce fait, le revenu disponible global est plus élevé que dans le cas de la mesure ciblée.

Tableau 9 Baisse des cotisations sociales patronales ciblée sur les bas salaires - Principaux résultats macroéconomiques et sectoriels
Différences en % par rapport à la simulation de base, sauf mention contraire

	t	t+2	t+4
Dépenses (en volume)			
Consommation des particuliers	0,15	0,21	0,26
Consommation publique	0,01	0,02	0,04
Investissements	0,14	0,28	0,29
. Entreprises	0,20	0,32	0,32
. Administrations publiques	-0,00	0,01	0,00
. Logements	0,00	0,30	0,34
Exportations	0,08	0,10	0,08
Importations	0,06	0,10	0,12
PIB	0,13	0,17	0,16
<i>p.m. Multiplicateur budgétaire (*)</i>	<i>0,26</i>	<i>0,34</i>	<i>0,32</i>
Déflateur de la consommation des particuliers	-0,22	-0,35	-0,35
Déflateur du PIB	-0,33	-0,44	-0,41
Emploi total			
. en milliers	16,61	31,81	35,23
. en %	0,34	0,65	0,71
Productivité horaire (entreprises)	-0,24	-0,53	-0,61
Coût salarial horaire nominal (entreprises)	-1,73	-2,05	-1,97
Coût salarial par unité produite (entreprises)	-1,49	-1,52	-1,37
Revenu disponible réel des particuliers	0,27	0,27	0,31
Solde des opérations courantes avec le reste du monde (en % du PIB)	-0,09	-0,13	-0,14
Valeur ajoutée brute totale en volume, dont			
- industrie manufacturière	0,13	0,17	0,16
- construction	0,23	0,32	0,29
- services marchands	0,11	0,22	0,22
- services marchands	0,14	0,16	0,15
Emploi total, dont			
- industrie manufacturière	0,34	0,65	0,71
- construction	0,27	0,50	0,51
- construction	0,50	0,90	0,85
- services marchands	0,45	0,84	0,94

(*) Voir note de bas de page 12.

À moyen terme, une mesure ciblée sur les bas salaires entraîne une hausse de la valeur ajoutée de l'industrie manufacturière, de la construction et des services marchands de l'ordre de 0,15 % à 0,29 % (contre 0,12 % à 0,21 % dans le cas d'une réduction générale des cotisations). Les créations d'emplois dans les services marchands sont nettement plus nombreuses que dans le cas de la mesure générale, mais le nombre d'emplois supplémentaires dans l'industrie manufacturière et la construction est plus limité que dans le cas de la réduction générale. En effet, la part du travail faiblement rémunéré dans l'emploi est nettement plus élevée dans les services marchands que dans la construction et l'industrie manufacturière.

c. Impact sur les finances publiques

En cas de ciblage de la baisse des cotisations patronales sur les emplois bas salaires, le taux d'effet retour atteint une valeur semblable à celle obtenue en cas de baisse non ciblée des cotisations patronales, à savoir 50 % à moyen terme (contre 52 % en cas de baisse non ciblée). Ce résultat global identique masque toutefois des composantes différentes, lesquelles reflètent des impacts macroéconomiques différents. Une réduction ciblée entraîne une baisse relativement plus forte du niveau général des prix, une augmentation plus importante de l'emploi et une substitution en faveur du travail faiblement rémunéré.

Tableau 10 Baisse des cotisations sociales patronales ciblée sur les bas salaires - Impact sur les finances publiques
Différences en millions d'euros par rapport à la simulation de base, sauf mention contraire

	t	t+2	t+4
1. Recettes	-2166	-2433	-2474
A. Recettes fiscales	257	192	215
1. Impôts directs	315	286	288
Ménages	-66	12	80
Sociétés	383	277	211
Autres	-2	-3	-3
2. Impôts indirects	-50	-82	-62
3. Impôts en capital	-8	-11	-11
B. Cotisations de sécurité sociale	-2344	-2516	-2639
C. Autres recettes	-80	-110	-51
2. Dépenses	-679	-1158	-1153
A. Dépenses primaires	-685	-1214	-1336
1. Dépenses courantes	-643	-1165	-1293
a) Rémunérations des salariés	-160	-249	-263
b) Consommation intermédiaire et impôts	-41	-69	-73
c) Prestations sociales	-436	-843	-960
d) Autres	-5	-5	2
2. Dépenses en capital	-42	-49	-42
a) Formation brute de capital fixe	-34	-35	-29
b) Autres	-8	-14	-14
B. Charges d'intérêts	6	55	183
3. Solde primaire	-1482	-1220	-1138
4. Solde de financement	-1487	-1275	-1321
en % du PIB	-0,32	-0,26	-0,26
<i>p.m. Impact budgétaire ex ante (en millions d'euros)</i>	-2328	-2473	-2617
<i>p.m. Taux d'effet retour (*)</i>	36%	48%	50%

(*) Voir note de bas de page 13.

Ainsi, malgré la nette augmentation de l'emploi, le total des recettes publiques est largement inférieur à son niveau de la simulation de base (-2,5 milliards d'euros en t+4). Cela s'explique bien sûr par le montant ex ante de la baisse des cotisations de sécurité sociale sur les bas salaires. Cela s'explique également par le fait que, bien que tirée à la hausse par l'augmentation des créations d'emplois, l'assiette imposable nominale de l'IPP et des cotisations sociales est tirée à la baisse par la substitution en faveur du travail faiblement rémunéré et par la baisse du niveau général des prix. De ce fait, les recettes des impôts directs payés par les ménages n'augmentent que légèrement à moyen terme. Seuls les impôts directs payés par les sociétés affichent une progression sensible (leurs bénéfices sont en hausse grâce à la baisse du coût du travail). Les recettes d'impôts indirects, pour leur part, diminuent légèrement, l'effet volume positif (augmentation du volume de la consommation des particuliers et des investissements en logements) étant plus que compensé par l'effet prix négatif.

Les dépenses publiques totales sont également en net recul (-1,2 milliard d'euros en t+4). Certains postes de dépenses primaires sont affectés uniquement par l'effet prix négatif tandis que, pour les prestations sociales, cet effet est renforcé par la baisse du chômage. Les charges d'intérêts, par contre, dépassent leur niveau de la simulation de base en raison de la dégradation du solde primaire.

Au total, à moyen terme, le solde de financement accuse un déficit accru de 1,3 milliard d'euros par rapport à la simulation de base. La moitié du coût ex ante de la mesure est donc récupérée par l'impact économique favorable de la mesure.

3.6. Une baisse des cotisations sociales personnelles

a. Modalités

Les cotisations sociales personnelles du secteur marchand sont diminuées chaque année d'un montant total équivalant ex ante à 0,5 % du PIB nominal de la simulation de base. Notons que nous supposons que le bonus fiscal à l'emploi reste inchangé.

b. Effets macroéconomiques

La mesure a un impact positif direct sur le pouvoir d'achat des salariés parce que les salaires nets augmentent (l'écart entre le salaire brut et le salaire net des salariés se réduit au détriment de la sécurité sociale). Il en résulte un impact favorable sur la consommation des particuliers²⁸ et sur les investissements en logements, qui dépassent de respectivement 0,45 % et 0,55 % leur niveau de la simulation de base à moyen terme. L'amélioration des débouchés intérieurs stimule les investissements des entreprises. Compte tenu de l'augmentation de la demande d'importations, le PIB en volume augmente de 0,05 % la première année et dépasserait de 0,17 % son niveau de la simulation de base à moyen terme.

Dans un premier temps, la création d'emplois supplémentaires reste limitée à moins de 1 000 unités, mais à moyen terme, le nombre d'emplois créés dépasserait de 19 000 unités celui de la simulation de base. L'impact sur l'emploi ne s'explique pas seulement par le surcroît d'activité économique. En effet, une partie de la baisse des cotisations personnelles est, après quelque temps, convertie, via le mécanisme de négociation salariale, en des diminutions de salaire brut et donc également en des réductions du coût du travail. À court terme, l'impact sur le coût du travail (et donc sur l'emploi) est beaucoup moins marqué que dans le cas d'une réduction des cotisations patronales, mais à moyen terme, cet impact est d'un ordre de grandeur similaire à celui d'une réduction linéaire des cotisations patronales.

À moyen terme, la mesure entraîne une hausse plus ou moins équivalente de la valeur ajoutée de l'industrie manufacturière, de la construction et des services marchands (de l'ordre de 0,17 % à 0,24 % par rapport à la simulation de base). L'intensité en main-d'œuvre de l'activité économique s'accroît en raison de la baisse du coût du travail. En effet, l'emploi dans ces trois branches devrait être 0,40 % à 0,79 % plus élevé que dans la simulation de base.

²⁸ Dans cette variante, il convient de tenir compte du fait que le modèle n'établit aucune distinction entre la propension à épargner des actifs (dont le revenu disponible augmente le plus dans cette variante) et celle des bénéficiaires d'allocations sociales. Seule la propension à épargner moyenne (de l'ensemble de la population) est prise en compte.

Tableau 11 Baisse des cotisations sociales personnelles - Principaux résultats macroéconomiques et sectoriels
Différences en % par rapport à la simulation de base, sauf mention contraire

	t	t+2	t+4
Dépenses (en volume)			
Consommation des particuliers	0,21	0,41	0,45
Consommation publique	-0,00	0,01	0,01
Investissements	0,04	0,27	0,31
. Entreprises	0,06	0,24	0,29
. Administrations publiques	-0,00	0,01	0,00
. Logements	0,00	0,52	0,55
Exportations	-0,00	0,05	0,05
Importations	0,07	0,17	0,19
PIB	0,05	0,16	0,17
<i>p.m. Multiplicateur budgétaire (*)</i>	<i>0,11</i>	<i>0,32</i>	<i>0,34</i>
Déflateur de la consommation des particuliers	0,00	-0,12	-0,16
Déflateur du PIB	0,00	-0,17	-0,21
Emploi total			
. en milliers	0,76	12,47	19,21
. en %	0,02	0,25	0,39
Productivité horaire (entreprises)	0,04	-0,12	-0,25
Coût salarial horaire nominal (entreprises)	0,02	-0,89	-1,12
Coût salarial par unité produite (entreprises)	-0,02	-0,78	-0,87
Revenu disponible réel des particuliers	0,61	0,53	0,50
Solde des opérations courantes avec le reste du monde (en % du PIB)	-0,07	-0,17	-0,20
Valeur ajoutée brute totale en volume, dont	0,05	0,15	0,16
- industrie manufacturière	0,02	0,17	0,20
- construction	0,03	0,22	0,24
- services marchands	0,06	0,16	0,17
Emploi total, dont	0,02	0,25	0,39
- industrie manufacturière	0,00	0,26	0,40
- construction	0,01	0,54	0,79
- services marchands	0,02	0,30	0,46

(*) Voir note de bas de page 12.

c. Impact sur les finances publiques

Les recettes publiques sont, logiquement, inférieures à leur niveau de la simulation de base. Ceci s'explique toutefois uniquement par la diminution des cotisations de sécurité sociale, qui est encore renforcée par la baisse des salaires bruts négociés. Les autres postes de recettes affichent un niveau supérieur à leur niveau de la simulation de base. C'est particulièrement le cas pour les impôts directs payés par les ménages (augmentation du nombre de travailleurs et augmentation du revenu imposable suite à la réduction des cotisations personnelles). De plus, les recettes de l'impôt des sociétés augmentent également, non seulement grâce au surcroît d'activité économique, mais également à la faveur de la diminution du coût du travail. Enfin, des recettes supplémentaires proviennent également des impôts indirects (augmentation du volume de la consommation des particuliers).

Les principales réductions des dépenses viennent de la baisse des transferts de sécurité sociale (diminution du nombre de chômeurs, combinée à un effet prix négatif) et des dépenses indexées moins élevées. En revanche, la détérioration du solde primaire (de l'ordre de 1,4 milliard d'euros à moyen terme) accroît progressivement les charges d'intérêts.

Tableau 12 Baisse des cotisations sociales personnelles - Impact sur les finances publiques
Différences en millions d'euros par rapport à la simulation de base, sauf mention contraire

	t	t+2	t+4
1. Recettes	-1430	-1919	-2079
A. Recettes fiscales	875	863	846
1. Impôts directs	807	767	748
Ménages	781	542	535
Sociétés	25	225	214
Autres	1	-0	-0
2. Impôts indirects	66	96	99
3. Impôts en capital	2	-0	-1
B. Cotisations de sécurité sociale	-2308	-2754	-2946
C. Autres recettes	3	-28	22
2. Dépenses	8	-396	-508
A. Dépenses primaires	3	-455	-703
1. Dépenses courantes	2	-433	-679
a) Rémunérations des salariés	2	-75	-106
b) Consommation intermédiaire et impôts	0	-24	-33
c) Prestations sociales	-6	-313	-506
d) Autres	6	-21	-34
2. Dépenses en capital	1	-23	-24
a) Formation brute de capital fixe	0	-18	-18
b) Autres	0	-5	-6
B. Charges d'intérêts	5	59	195
3. Solde primaire	-1432	-1464	-1376
4. Solde de financement	-1438	-1523	-1571
en % du PIB	-0,31	-0,31	-0,30
<i>p.m. Impact budgétaire ex ante (en millions d'euros)</i>	-2328	-2473	-2617
<i>p.m. Taux d'effet retour (*)</i>	38%	38%	40%

(*) Voir note de bas de page 13.

La mesure de baisse des cotisations personnelles affiche un taux d'effet retour de 40 % à moyen terme, soit un taux quelque peu inférieur à ceux atteints en cas de réduction générale et ciblée des cotisations sociales patronales (environ 50 % dans les deux cas). Cette différence s'explique surtout par la baisse plus sensible des cotisations de sécurité sociale dans le cas d'une baisse des cotisations personnelles en raison de la diminution des salaires bruts (négociés), tandis qu'on enregistre une augmentation des salaires bruts (négociés) dans le cas d'une baisse des cotisations patronales.

3.7. Une hausse des prestations sociales

a. Modalités

Les prestations sociales allouées aux ménages sont augmentées chaque année d'un montant total correspondant ex ante à 0,5 % du PIB nominal de la simulation de base. Nous supposons que la moitié de ce montant est consacrée à une augmentation des pensions des salariés et que l'autre moitié est affectée à une augmentation des allocations familiales²⁹.

b. Effets macroéconomiques

La mesure stimule directement le pouvoir d'achat des bénéficiaires d'allocations sociales. L'impact sur le revenu disponible réel des particuliers (0,80 % à moyen terme) est plus marqué que dans la variante

²⁹ Les pensions et les allocations familiales ne sont pas traitées de la même manière sur le plan fiscal. La mesure a un impact d'autant plus favorable sur le pouvoir d'achat des particuliers que la pondération attribuée aux allocations familiales est importante, et ce au détriment des recettes publiques provenant de l'impôt des personnes physiques.

prévoyant une baisse des cotisations personnelles (0,50 %), car le taux d'imposition implicite des prestations sociales est inférieur à celui des salaires bruts. L'impact favorable sur la consommation des particuliers et sur les investissements en logements est donc un peu plus prononcé, avec une hausse de respectivement 0,67 % et 0,78 % à moyen terme. L'amélioration des débouchés intérieurs stimule les investissements des entreprises. Compte tenu de l'augmentation de la demande d'importations, le PIB en volume augmente de 0,06 % la première année et dépasserait de 0,16 % son niveau de la simulation de base à moyen terme.

Tableau 13 Hausse des prestations sociales - Principaux résultats macroéconomiques et sectoriels
Différences en % par rapport à la simulation de base, sauf mention contraire

	t	t+2	t+4
Dépenses (en volume)			
Consommation des particuliers	0,26	0,54	0,67
Consommation publique	-0,00	-0,00	-0,01
Investissements	0,05	0,27	0,31
. Entreprises	0,07	0,19	0,22
. Administrations publiques	-0,00	-0,00	-0,00
. Logements	0,00	0,67	0,78
Exportations	-0,00	-0,00	-0,01
Importations	0,09	0,21	0,26
PIB	0,06	0,14	0,16
<i>p.m. Multiplicateur budgétaire (*)</i>	<i>0,13</i>	<i>0,29</i>	<i>0,32</i>
Déflateur de la consommation des particuliers	0,00	0,01	0,04
Déflateur du PIB	0,00	0,02	0,06
Emploi total			
. en milliers	0,92	2,61	2,99
. en %	0,02	0,05	0,06
Productivité horaire (entreprises)	0,05	0,09	0,09
Coût salarial horaire nominal (entreprises)	0,02	0,09	0,18
Coût salarial par unité produite (entreprises)	-0,02	0,00	0,09
Revenu disponible réel des particuliers	0,74	0,79	0,80
Solde des opérations courantes avec le reste du monde (en % du PIB)	-0,08	-0,20	-0,25
Valeur ajoutée brute totale en volume, dont			
- industrie manufacturière	0,06	0,13	0,14
- construction	0,02	0,05	0,04
- services marchands	0,04	0,21	0,24
- services marchands	0,08	0,15	0,17
Emploi total, dont			
- industrie manufacturière	0,02	0,05	0,06
- construction	0,00	0,01	-0,01
- construction	0,01	0,08	0,09
- services marchands	0,03	0,07	0,08

(*) Voir note de bas de page 12.

La consommation des particuliers augmente moins sensiblement que leur revenu disponible, ce qui pousse leur taux d'épargne à la hausse³⁰. L'impact sur la consommation des particuliers s'accroît à mesure que les prestations sociales reviennent aux groupes de la population ayant une propension à épargner inférieure à la moyenne.

³⁰ À cet égard, il convient de remarquer que le modèle tient uniquement compte du taux d'épargne macroéconomique. Il ne distingue pas de taux d'épargne spécifiques pour les actifs et les bénéficiaires d'allocations sociales par exemple.

La mesure est surtout favorable pour la valeur ajoutée et l'emploi des services marchands et de la construction, mais n'influence guère l'industrie manufacturière qui est relativement plus tournée vers les exportations.

c. Impact sur les finances publiques

Les recettes fiscales et parafiscales affichent un niveau supérieur à celui de la simulation de base. L'accroissement des dépenses des ménages donne lieu à davantage d'impôts indirects tandis que le surplus d'emploi induit une hausse des cotisations de sécurité sociale et des recettes d'IPP. Ces dernières progressent également car une partie³¹ du surplus de prestations sociales allouées aux ménages vient accroître la base imposable de l'IPP. Au total, les recettes publiques dépassent de 1,1 milliard d'euros leur niveau de la simulation de base à moyen terme.

Les dépenses sont également en hausse par rapport à la simulation de base, et ce à hauteur de 3 milliards d'euros à moyen terme. La majeure partie de cette hausse provient des prestations sociales (en augmentation de 2,6 milliards d'euros ex ante et de 2,7 milliards ex post³²). Les charges d'intérêts augmentent également suite à la dégradation du solde primaire (cette dernière est de l'ordre de 1,6 milliard d'euros en t+4). Le taux d'effet retour de la hausse des prestations sociales testée ici s'élève à 30 %.

Tableau 14 Hausse des prestations sociales - Impact sur les finances publiques
Différences en millions d'euros par rapport à la simulation de base, sauf mention contraire

	t	t+2	t+4
1. Recettes	584	889	1141
A. Recettes fiscales	515	737	865
1. Impôts directs	432	521	572
Ménages	401	479	552
Sociétés	30	40	17
Autres	1	2	3
2. Impôts indirects	81	209	284
3. Impôts en capital	3	7	9
B. Cotisations de sécurité sociale	66	131	194
C. Autres recettes	3	21	82
2. Dépenses	2341	2589	2961
A. Dépenses primaires	2332	2513	2741
1. Dépenses courantes	2332	2510	2731
a) Rémunérations des salariés	2	8	27
b) Consommation intermédiaire et impôts	1	3	9
c) Prestations sociales	2320	2475	2658
d) Autres	9	23	37
2. Dépenses en capital	1	3	10
a) Formation brute de capital fixe	1	3	8
b) Autres	0	1	2
B. Charges d'intérêts	8	75	220
3. Solde primaire	-1748	-1624	-1600
4. Solde de financement	-1756	-1700	-1820
en % du PIB	-0,38	-0,34	-0,34
<i>p.m. Impact budgétaire ex ante (en millions d'euros)</i>	2328	2473	2617
<i>p.m. Taux d'effet retour (*)</i>	25%	31%	30%

(*) Voir note de bas de page 13.

³¹ En effet, la partie restante (certaines pensions, très faibles, ainsi que les allocations familiales) n'est pas soumise à l'IPP.

³² La diminution du montant des allocations de chômage versées est compensée par un effet prix positif (indexation additionnelle du montant total des prestations sociales).

3.8. Une baisse de l'impôt des personnes physiques

a. Modalités

Les recettes publiques provenant de l'impôt des personnes physiques sont diminuées chaque année d'un montant total équivalant ex ante à 0,5 % du PIB nominal de la simulation de base via une réduction du précompte professionnel.

b. Effets macroéconomiques

La mesure a un impact positif direct sur le pouvoir d'achat des particuliers. L'effet positif sur leur revenu disponible (0,86 % à moyen terme) est plus important que dans le cas de la majoration des prestations sociales et de la baisse des cotisations personnelles. Dans ces deux derniers cas, une partie de l'augmentation de revenu retourne en effet à l'État en raison de l'accroissement de l'assiette soumise à l'impôt des personnes physiques. Ce n'est pas le cas ici parce que les taux de l'impôt des personnes physiques sont diminués alors que (ex ante) la base imposable est inchangée.

Tableau 15 Baisse de l'impôt des personnes physiques - Principaux résultats macroéconomiques et sectoriels
Différences en % par rapport à la simulation de base, sauf mention contraire

	t	t+2	t+4
Dépenses (en volume)			
Consommation des particuliers	0,32	0,63	0,74
Consommation publique	-0,00	0,00	0,01
Investissements	0,06	0,38	0,43
. Entreprises	0,09	0,31	0,36
. Administrations publiques	-0,00	0,00	0,00
. Logements	0,00	0,80	0,89
Exportations	-0,00	0,04	0,04
Importations	0,11	0,26	0,30
PIB	0,08	0,21	0,23
<i>p.m. Multiplicateur budgétaire (*)</i>	<i>0,16</i>	<i>0,42</i>	<i>0,46</i>
Déflateur de la consommation des particuliers	0,00	-0,10	-0,12
Déflateur du PIB	0,00	-0,14	-0,15
Emploi total			
. en milliers	1,12	12,07	18,09
. en %	0,02	0,25	0,36
Productivité horaire (entreprises)	0,06	-0,05	-0,17
Coût salarial horaire nominal (entreprises)	0,03	-0,72	-0,87
Coût salarial par unité produite (entreprises)	-0,03	-0,67	-0,70
Revenu disponible réel des particuliers	0,91	0,87	0,86
Solde des opérations courantes avec le reste du monde (en % du PIB)	-0,10	-0,25	-0,30
Valeur ajoutée brute totale en volume, dont			
- industrie manufacturière	0,07	0,20	0,22
- construction	0,03	0,18	0,20
- services marchands	0,04	0,30	0,33
- services marchands	0,10	0,22	0,24
Emploi total, dont			
- industrie manufacturière	0,02	0,25	0,36
- construction	0,01	0,23	0,34
- services marchands	0,01	0,51	0,72
- services marchands	0,03	0,29	0,43

(*) Voir note de bas de page 12.

Parmi les variantes présentées dans ce working paper, une réduction de l'impôt des personnes physiques a donc l'impact le plus favorable sur la consommation des particuliers et sur les investissements en logements, lesquels augmentent de respectivement 0,74 % et 0,89 % à moyen terme. L'amélioration des débouchés intérieurs stimule les investissements des entreprises. Compte tenu de l'augmentation de la demande d'importations, le PIB en volume augmente de 0,08 % la première année et dépasserait de 0,23 % son niveau de la simulation de base à moyen terme.

Une baisse de l'impôt des personnes physiques entraîne une moindre diminution des salaires bruts négociés qu'une réduction des cotisations personnelles. Dans le cas d'une baisse de l'impôt des personnes physiques, l'avantage ne profite en effet pas uniquement aux travailleurs, mais également aux allocataires sociaux, alors qu'une baisse des cotisations personnelles profite uniquement aux travailleurs.

Dans un premier temps, les créations supplémentaires d'emplois restent limitées à un peu plus de 1 000 unités, mais à moyen terme, le nombre d'emplois créés devrait dépasser de 18 000 unités celui de la simulation de base. Tout comme dans le cas de la réduction des cotisations personnelles, l'impact sur l'emploi est dû non seulement à l'activité économique accrue, mais également à la diminution du coût du travail (baisse des salaires bruts négociés).

La mesure entraîne une hausse plus ou moins équivalente de la valeur ajoutée de l'industrie manufacturière, de la construction et des services marchands à moyen terme (de l'ordre de 0,20 % à 0,33 % par rapport à la simulation de base). L'intensité en main-d'œuvre de l'activité économique s'accroît en raison de la baisse du coût du travail. En effet, l'emploi dans ces trois branches devrait être 0,34 % à 0,72 % plus élevé que dans la simulation de base.

c. Impact sur les finances publiques

À moyen terme, le total des recettes publiques se replie de 2,7 milliards d'euros par rapport à la simulation de base. D'une part, les salaires bruts diminuent malgré la hausse des créations d'emplois, ce qui entraîne une baisse des cotisations sociales et une diminution des recettes d'IPP, cette dernière est plus importante ex post (2,8 milliards d'euros) qu'ex ante (2,6 milliards d'euros). D'autre part, il y a des recettes supplémentaires venant de l'impôt des sociétés (grâce à l'activité économique accrue et au coût du travail plus bas) et des impôts indirects (suite au surplus de consommation des particuliers et à la hausse des investissements en logements).

Les principales réductions des dépenses publiques s'expliquent par la baisse des transferts de sécurité sociale (diminution des allocations de chômage suite à la création de nouveaux emplois et à un effet prix négatif) et les dépenses indexées plus faibles. En revanche, la détérioration du solde primaire accroît progressivement les charges d'intérêts.

Tableau 16 Baisse de l'impôt des personnes physiques - Impact sur les finances publiques
Différences en millions d'euros par rapport à la simulation de base, sauf mention contraire

	t	t+2	t+4
1. Recettes	-2129	-2494	-2662
A. Recettes fiscales	-2163	-2269	-2418
1. Impôts directs	-2265	-2464	-2656
Ménages	-2303	-2679	-2847
Sociétés	37	214	190
Autres	1	1	1
2. Impôts indirects	99	192	235
3. Impôts en capital	3	3	4
B. Cotisations de sécurité sociale	30	-197	-206
C. Autres recettes	4	-29	-39
2. Dépenses	15	-287	-317
A. Dépenses primaires	5	-368	-531
1. Dépenses courantes	4	-350	-515
a) Rémunérations des salariés	2	-60	-76
b) Consommation intermédiaire et impôts	1	-19	-24
c) Prestations sociales	-8	-265	-405
d) Autres	9	-7	-11
2. Dépenses en capital	1	-18	-15
a) Formation brute de capital fixe	1	-14	-11
b) Autres	0	-4	-5
B. Charges d'intérêts	10	80	213
3. Solde primaire	-2134	-2127	-2131
4. Solde de financement	-2144	-2207	-2345
en % du PIB	-0,46	-0,44	-0,45
<i>p.m. Impact budgétaire ex ante (en millions d'euros)</i>	-2328	-2473	-2617
<i>p.m. Taux d'effet retour (*)</i>	8%	11%	10%

(*) Voir note de bas de page 13.

Au total, en t+4, le solde de financement se détériore de 2,3 milliards d'euros, ce qui est largement plus qu'en cas de réduction des cotisations sociales personnelles (-1,6 milliard d'euros, cf. section 3.6) ou de hausse des prestations sociales (-1,8 milliard d'euros, cf. section 3.7). Il en résulte que le taux d'effet retour de la baisse de l'IPP est nettement inférieur (10 %).